de toutes leurs forces au règne de l'alcool. Quelle honte quand paraîtront dans le public les noms de tant et tant de médecins "qui ont consenti pour quelques deniers à trahir leur serment d'office et à se ravalier au rôle de pourvoyeur de boissons ! A qui fera-t-on croire que ces certificats de veille du jour de l'an, par exemple, étaient une nécessité thérapeutique ?"

Quelle figure aurons-nous, ajoute le Dr Desjardins, lorsque devant les Comités des Chambres les tenants de l'alcool diront :

"Messieurs, les membres des ligues antialcooliques vous disaient que les médecins avaient contre l'usage des boissons enivrantes ; eh bien, voilà que depuis 8 à 10 mois seulement, tant et tant de médecins ont, par la fréquence de leurs certificats, proclamé que l'alcool était nécessaire.

Ajouterai-je que la rumeur veut que même certains confrères se soient acoquinés avec certains hôteliers pour poursuivre cette œuvre néfaste ? Mais n'insistons pas."

Tout l'article se termine par cet appel pressant à tous les médecins.

"Mes chers confrères, je viens de lever un coin du voile qui cache bien des turpitudes. Ne croyez-vous pas que cette ligne de conduite ne soit propre à nous attirer le mépris du public en général. Après ce qui s'était fait un peu partout au sujet de l'application de la loi du service militaire, avions-nous besoin d'être humiliés de pareille façon ? Nous savons tous, nous qui vivons très près du cœur du peuple, quels instincts couvent aujourd'hui dans son sein. N'avons-nous pas crainte que si un jour il donne libre cours à ses débordements de haine, nous n'ayons amplement mérité d'être engloutis avec tous les autres farceurs publics ? Et pour terminer, n'y a-t-il pas un devoir tout indiqué pour le Bureau du Collège des Médecins ? Élu sous un mode nouveau avec des promesses solennelles de réformes, n'a-t-il pas là l'occasion de se montrer digne de son mandat ? Ne devrait-il pas imposer des peines sévères à ceux des médecins qui, par leur *complaisance coupable*, contribuent à déshonorer la profession entière ? Espérons qu'il ne restera pas sourd à cet appel indirect et qu'il saura inclure parmi les actes dérogatoires à l'honneur professionnel le fait de délivrer des certificats de complaisance, c'est-à-dire sous de faux prétextes et que la déchéance des délinquants sera la sanction imposée à la conviction de culpabilité."

Cet article du Dr Desjardins méritait d'être signalé, et tous les médecins honnêtes devraient joindre leurs voix à la sienne pour obliger le Bureau Médical à sévir.

ÉDOUARD-V. LAVERGNE, *ptre.*